

APPRENDRE À AGIR

Présentation
L'Ecole Eco Nomade

- Trans-Local
- Informel
- Auto-organisé
- Décentralisé
- Pratique-Led
- Multi-Lingual

APPRENDRE À AGIR

Présentation L'Ecole Eco Nomade

Edited by
Kathrin Böhm, Tom James and Doina Petrescu

CONTENU

INTRODUCTION		008
CARTE DE L'ÉCOLE		025
FRANCE		029
Colombes, Paris	R-Urban Pratiques / R-Pratiques urbaines	035
ENTRETIEN avec Constantin Petcou		042
	Produits locaux et marché	051
	Économies communautaires	057
	COP21 et Lancement du manifeste	067
	Résilience coproduite	071
ROUMANIE		079
Brezoi	Étudier l'Odaja et les système Obste	089
SAVOIR-FAIRE - Mihaela Efrim		099
	Construire une nouvelle Odaja	101
	Production de l'Odai	111
	Traitement de la laine	123
ALLEMAGNE		129
Höfen	Argile locale	137

	Économies des femmes rurales	147
	Préservation et Fabrication	157
Leipzig		165
LA MÉDIATION EN TANT QU'OBLIGATION PUBLIQUE - Julia Schäfer		168
	Clashing Agricultures	173
	Lessons From Northern Ireland	185
	Where Does Art Go?	189
ITALIE		197
Vallée de Vallagarina	Club du sol	205
	Interstizi Reattivi AKA visite aux voisins rebelles	209
Rovereto	QuerciaLAB	215
ENTRETIEN avec Bianca Elzenbaumer		228
PAYS-BAS		235
Rotterdam	Farms and the City	237
Friesland	Farmers and Ranchers	251
Beetsterzwaag	Nouveau produit de village	259
ROYAUME-UNI		269
Ballykinlar	Un centre culturel en quatre étapes	271

Todmorden	Les communs de la nourriture / Aliments communs	281
Sheffield & London	Excursions dans des espaces auto-organisés	291
Sheffield	Atelier/ Workshop international Apprendre à agir	297
ÉCOLE NOURRITURE ET BOISSON		305
APPRENDRE À AGIR POUR UNE VIE QUOTIDIENNE ENGAGÉE - Doina Petrescu		316
LA CONNAISSANCE EST LE POUVOIR, MAIS CELA NE SIGNIFIE PAS QUE VOUS AVEZ RAISON - Kathrin Böhm		320
JE T'APPRENDS - Tom James		322
PRODUITS COMMUNS, BIENS COMMUNS - Kim Trogal		324
RÉSULTATS PARTAGÉS		327
PERSONNES		334
CONTRIBUTING WRITERS		336
EDITORS' NOTE, FILM STILLS AND IMAGE CREDITS		337

Introduction

Au cours des dix dernières années, un réseau de projets locaux de toute l'Europe s'est appréché à organiser des échanges pour apprendre, enseigner, partager et découvrir les connaissances acquises au sein de leurs communautés respectives. Ce réseau est constitué d'un nombre de projets, praticiens, porteurs de projets et simples citoyens participants de six pays, neuf régions, quatre villes, deux petites villes et six villages. C'est l'Eco-Nomadic School – l'Ecole Eco-Nomade. Cette école est née de deux projets paneuropéens de recherche collaborative: PEPRAV (Plateforme Européenne pour la Pratique Alternative et la Recherche dans la Ville) 2006/2007, et Rhyzom, de 2008–2010.

L'expérience des voyages pour étudier et rencontrer d'autres projets locaux à travers l'Europe a conduit à une idée plus grande: utiliser le réseau bourgeonnement comme un lieu d'apprentissage mutuel – une école – où le programme est organisé autour des thèmes, des besoins et ambitions des projets locaux.

De nombreux groupes ont été impliqués dans la gestion de l'école, y compris l'Atelier d'Architecture Autogérée à Paris; Myvillages, basé à Rotterdam; FCDL et APTNV en Roumanie; Brave New Alps dans le nord de l'Italie; le musée d'Art Contemporain de Leipzig; le Musée Paysan à Bamberg; et l'Ecole d'Architecture de l'Université de Sheffield, au Royaume-Uni. L'école reflète la diversité de projets qui la composent : elle est informelle, auto-organisée, décentralisée et géographiquement dispersée; non hiérarchique, dirigée par des pairs et multilingue. Fondamentalement, les rôles de l'apprenant et de l'enseignant sont interchangeable. La même chose s'applique aux rôles des spécialistes et des amateurs, des locaux et des nouveaux arrivants, des travailleurs et des conférenciers, des chercheurs et des décideurs.

L'un des aspects les plus forts de l'école est son focus translocal: le fait que les personnes impliquées dans des projets locaux voyagent pour voir, apprendre et informer d'autres projets locaux, dans des endroits plus ou moins lointains. Ainsi les activistes ruraux de Brezoi rencontrent des étudiants de Sheffield et des architectes de Paris; les habitants de la banlieue de Colombes rencontrent des artistes communautaires d'Irlande du Nord ou des femmes entrepreneurs de Hollande; les femmes rurales de Höfen rencontrent des spécialistes dans le travail de l'argile de leur région mais aussi des universitaires de Suède. L'école agit ainsi comme un moyen de transport pour des personnes qui, au-delà de l'universitaire habituel ou du réseau d'artistes connectés, n'auraient jamais voyagé auparavant, ou qui l'avaient seulement fait en tant que touristes.

L'Ecole Eco Nomade a été financée par une série de partenariats d'apprentissage stratégiques de l'UE, ayant organisé à tour de rôle l'administration et la coordination de l'école par les différents partenaires impliqués.

La terminologie requise pour administrer les demandes de l'UE peut être terrifiante, mais dans un moment où des idées comme l'internationalisme, la collaboration transnationale et la diversité identitaire sont de plus en plus associées négativement au 'non patriotisme', à l'élitisme ou au cosmopolitisme, il est de extrêmement urgent d'amplifier les valeurs que l'UE soutient: l'engagement civique et la société, les identités transculturelles partagées, l'échange mutuel et les économies à but non lucratif, les communautés à la fois rurales et urbaines.

Le livre est intitulé « Learning to Act » – « Apprendre à agir »: c'est une invitation que nous lançons aux lecteurs comme un désir et une urgence. Le titre est l'affirmation claire d'une forme d'apprentissage qui est à la fois un acte commun et un moment dans lequel la connaissance devient accessible, collective et appliquée. Apprendre à agir concerne le futur proche, et les questions du comment agir, et comment se soutenir mutuellement. Mais passons maintenant à ce que nous avons appris.

Kathrin Böhm, Tom James et Doina Petrescu

FRANCE

Locations

- Colombes, Paris
- Bagneux, Paris

Subjects

- R-Urban Pratiques /
R-Pratiques urbaines
- Produits locaux
et marché
- Économies
communautaires
- COP21 et Lancement
du manifeste
- Résilience coproduite

COLOMBES

Colombes est une ville de banlieue de 84 000 habitants la région Ile-de-France, à l'ouest de Paris. Avec un mélange de logements privé et collectif, c'est une ville qui a une variété de problèmes sociaux comme la criminalité juvénile typique des banlieues dortoirs de grande échelle, combiné avec un style de vie consumériste et dépendant de la voiture typique des banlieues plus aisées. Malgré un fort taux de chômage (17% de la population en âge de travailler) Colombes compte un grand nombre d'associations locales (environ 450) et une vie civique très active.

R-URBAN

R-Urban est une stratégie de résilience bottom-up, conçue par l'Atelier d'Architecture Autogérée (AAA), qui permette aux habitants de jouer un rôle actif dans le changement de la ville tout en changeant leur façons d'y vivre. Cette stratégie vise à créer un réseau de projets citoyens et d'associations locales, autour d'une série de hubs collectifs autogérés, qui peut accueillir des activités économiques et culturelles qui contribuent à la résilience urbaine. Le projet commence à l'échelle du quartier, en mettant en place un réseau local, et peut progressivement s'étendre au niveau de la ville et de la région.

En 2011, aaa a démarré la mise en place de R-Urban à Colombes avec la construction de trois Hubs collectifs pour rassemblaient différentes pratiques résilientes dans le quartier du Stade – Fossé Jean : Agrocité, Recyclab et Ecohab.

Les hubs R-Urban offrent de l'espace, des ressources et des cours de formation, permettant aux acteurs sociaux et écologiques de commencer à développer des pratiques résilientes telles que: l'agriculture et le jardinage, les fermes à ver, l'apiculture, l'aviculture, la fabrication de compost, le recyclage, la gestion de l'eau et de l'énergie, la cuisine, la vente de produits locaux, le recyclage, la réutilisation, l'éco-conception et l'éco-construction.

CURRICULUM – COLOMBES

Pour surmonter les crises actuelles (concernant le climat, les ressources, l'économie, la démographie, etc.), nous devons, comme le philosophe André Gorz le dit, « produire ce que nous consommons et consommer ce que nous produisons ». Cet équilibre entre la production et la consommation qui se réalise en achetant des biens produits localement ne peut pas se produire pourtant sans des changements dans les modes de vie et de travail des citoyens. Comment créer des pratiques collaboratives et des réseaux locaux pour soutenir les citoyens à s'engager dans ce changement? Comment repenser les flux, les réseaux et circuits de production-consommation afin d'être plus résilient?

Les ateliers de l'Ecole Eco Nomade, ont créé l'occasion pour les participants dans le projet R-Urban de faire l'expérience de leur propres connaissances et de s'inscrire avec leur projets locaux dans un idéal collectif et politique plus grand. Ainsi, des nombreuses expériences rurales et urbaines ont eu l'occasion de se croisées dans ces rencontres citoyennes. Lors de ces rencontres nous avons fait du foin, mais aussi nous avons participé aux discussions sur les économies alternatives. A ces occasions les participants plus âgée ont pu utilisé, montrer et partager leurs compétences d'une éducation plus rurale qui autrement semblait peu utile dans un contexte suburbain. L'Ecole Eco Nomade a visité R-Urban en tant qu'invité régulier et a contribué aux discussions qui ont eu lieu sur le site de Colombes. En retour, les participants venus d'ailleurs ont pu apprendre comment adapter les principes et les ambitions du R-Urban à leur propre quotidien et ont compris qu'est ce que ca veut dire la gestion d'un projet collectif non hiérarchisée. R-Urban a pu ainsi nourrir l'Ecole Eco-Nomade et cela non seulement avec des légumes urbains organiques, mais aussi avec de l'inspiration et de l'optimisme.

Entretien avec Constantin Petcou (aaa)

Learn To Act Qui participe à R-Urban?

Constantin Petcou Tout le monde est invité à participer à nos projets. Notre travail est conçu pour s'adresser à tout 'habitant' et citoyen (puisque nous sommes tous des citoyens qui habitent quelque part, n'est pas, tout en étant aussi citoyens/habitants de cette planète). A travers notre travail nous lançons un appel à changer notre façon d'habiter et de vivre, afin de préserver notre planète. Nous cherchons finalement à influencer les politiques publiques vers une écologie sociale et politique.

LTA Qu'espérez-vous accomplir?

CP Ce que nous voulons, c'est faire en sorte que plus de gens deviennent conscients, critiques et actifs par rapport aux crises actuels et au besoin de changement. Devant les grands problèmes sociaux et écologiques, comme le Changement Climatique, nous, en tant que simples citoyens, nous nous sentons impuissants et attendons que les pouvoirs politiques agissent. Nous voulons cependant encourager les citoyens à agir à leur échelle, dans leurs propres quartiers et nous développons des projets qui créent des espaces et des moyens pour que cet agir puisse se produire.

LTA Qu'est-ce qui fonctionne et qu'est-ce qui ne fonctionne pas dans vos projets?

CP Il y a certaines choses qui fonctionnent mieux que d'autres. Nous dirions que les gens sont devenus de plus en plus sensibles aux problèmes écologiques, mais nous sommes maintenant confrontés à de nouveaux défis tels que l'accueil et l'intégration des immigrants en Europe. Nous n'avons pas nécessairement les moyens pour s'attaquer directement à tous les problèmes avec lesquelles se confronte notre société, mais nous essayons de concevoir et réaliser des espaces et des équipements citoyens qui remplacent d'autres équipements ou types d'espaces qui ne fonctionnent plus, ou qui ne sont plus publics. Nous sommes particulièrement intéressés à mettre en place une 'autogestion' de ces espaces citoyens, et une organisation démocratique à travers les projets qu'on propose. Cela crée un espace inclusif, écologique et fonctionnel qui évolue avec le temps. Mais cette mise en place prend aussi du temps.

LTA Pourquoi avez-vous voulu vous impliquer dans l'Eco Nomadic School? Qu'est-ce que cela vous apporte?

CP Nous voulions travailler à différents échelles, sur d'autres

enjeux, sur des problèmes que nous ne sommes pas habitués à traiter. En travaillant au niveau local, comme nous le faisons, cela aide à développer des relations profondes, mais cela reste aussi plutôt limité - il y a aussi des enjeux plus larges qui nous concernent. D'ou l'intérêt à initier et à participer à des réseaux trans-locaux.

LTA Qu'avez-vous appris et qu'avez-vous partagé à travers ce réseau?

CP Nous avons découvert que tous collectifs participants ont des forces spécifiques. Par exemple, l'agriculture urbaine à Rotterdam est plus vitale et diversifiée qu'ailleurs. Nous avons aussi appris que les questions posées varient. Par exemple, les activistes roumains se confrontent à de réels problèmes et se posent la question existentielle: comment vivons-nous?

Ce sont des différences importantes dans nos mentalités et nos modes de vie. Voilà pourquoi il est important de se réunir et de partager.

Par rapport au curriculum de d'Ecole, nous avons spécifiquement contribué dans les domaines de l'écologie, de la résilience et de comment rassembler des groupes complexes d'acteurs. Nous avons également apporté une connaissance architecturale. Nous avons pu montrer des façons d'organiser l'espace, des façons de mettre en place de nouveaux programmes qui permettent l'autogestion.

LTA Quelle a été la chose la plus surprenante que tu as découvert à travers le réseau?

CP Beaucoup des choses nous ont surpris positivement. Par exemple, nous avons été impressionnés par la sincérité des participants Roumains. Souvent ayant vécu à la campagne et à proximité de la nature, ils portaient avec eux une sorte d'harmonie, qui venait du fait de vivre intégrés dans leurs communautés et en même temps dans un bon rapport avec la nature. Ils nous ont montré une humanité rurale qui était très amicale et fraternelle.

LTA Qu'est-ce que l'implication dans l'Ecole Eco Nomade a changé dans votre pratique ?

CP Ce réseau nous a permis de rencontrer des porteurs de projets qui ont partagé avec nous leurs intérêts, leurs valeurs, leurs luttes, leurs réussites et leurs limites. C'est incroyablement enrichissant. Certains de ceux qui sont impliqués dans nos projets n'ont pas la chance de voyager souvent, ou de croiser d'autres citoyens engagés. Le réseau leur a permis de se rappeler que le projet R-Urban est également le leur. L'Ecole a donc été l'occasion de donner un sens à notre travail, en rencontrant d'autres personnes qui nous ont rappelé que ce que nous faisons est significatif.

LTA Finalement, nous considérons l'échange informel de savoirs comme un acte tout à fait radical. Êtes-vous d'accord? Y a-t-il une dimension politique dans votre travail?

CP Pour être vraiment innovant et expérimental, nos projets sont menés au quotidien: il n'y a rien de plus radical que de vouloir changer la vie de tous les jours. Le problème d'aujourd'hui est que nos sociétés sont de plus en plus dépolitisées. La tendance est de penser que le changement doit être pris en charge par les politiques publiques; tout ce que nous pouvons faire, c'est voter. Nous cherchons à changer cette mentalité en concevant un espace de démocratie locale qui peut se développer au niveau d'un quartier, d'une ville. Pour nous, la démocratie locale se réalise en exerçant le pouvoir à travers des systèmes politiques horizontaux. R-Urban est ainsi un moyen de réintroduire et redévelopper la politique au niveau de la vie quotidienne, à la portée de tous les citoyens.

R-Urban : pour des villes résilientes et pour une ruralité métropolitaine Constantin Petcou, Doina Petrescu – atelier d'architecture autogérée

Villes et territoires, espace public et agriculture

L'habitat, et l'habiter, sont définis à travers des modalités spécifiques de se connecter au territoire par des pratiques productives, par des techniques d'alimentation et de gestion des ressources naturelles, par des stratégies nécessaires pour assurer un équilibre de long terme entre tous ces éléments. L'émergence des villes de taille de plus en plus grande a été accompagnée par l'externalisation des activités liées à la production et à la gestion des ressources, et de tout ce que nécessitait l'accès à des grands espaces (le foncier urbain étant devenu trop précieux pour accueillir des activités productives). La ville a été ainsi "nettoyée" d'une partie de ses activités, en préservant les activités et les espaces "nobles" et foncièrement rentables : les logements, les commerces, les loisirs, la culture. Ce sont les grands espaces productifs, notamment, qui ont été éloignés. Une polarité contradictoire est apparue : d'un côté l'urbain, avec ses boulevards, galeries, terrasses et, de l'autre côté, le rural, le périurbain, la banlieue, avec ses usines, ses terrains agricoles, ses infrastructures énergétiques. La ville s'est progressivement éloignée, et aliénée, de son territoire. Et, aujourd'hui, ces activités déterritorialisées sont, souvent, installées à très grande distance : en Afrique et Amérique du Sud pour l'agriculture, en Chine pour les usines... La ville globale fonctionne dans un binôme global et, l'espace urbain est resté strictement consumériste. Or, ce fonctionnement des villes à échelle globale n'est pas résilient et, implicitement, n'est pas tenable dans le temps. Notre société a construit, dans les dernières décennies, un système urbain d'une extrême fragilité alimentaire, énergétique, économique et écologique. Sans parler des aspects sociaux...

L'agriculture urbaine, ainsi que l'urbanisme agricole, réintroduisent un rapport direct, fonctionnel et symbolique à la fois, entre ces deux types d'espaces et de programmes nécessaires pour un habitat conçu pour un horizon de long terme. Malheureusement, l'agriculture urbaine paraît encore, pour certains, un oxymoron inconcevable, un effet de mode, ou une attitude rétrograde, ce qui provoque des retards dans le développement, nécessairement irrévocable, de ces nouveaux équipements urbains.

Nos analyses et notre expérience de projets montrent clairement que, pour rendre nos villes résilientes, nous devrions repenser et redessiner les cartes des villes et

des campagnes, pour rapprocher les deux extrêmes, les hybrider. Pour y arriver, tout en tenant compte des crises globales qui s'accroissent, nous devons agir rapidement en réorganisant tout le système social, économique et environnemental. Est-ce que nous serons capables de dépasser cette impasse planétaire dans les délais courts qui nous restent ?

Résilience plutôt que transition

La résilience est, à l'évidence, une qualité déterminante pour le 21^{ème} siècle. À l'heure où s'accroissent les effets inconnus et imprévisibles liés aux changements climatiques, les multiples défis de l'épuisement des ressources, la diminution de la qualité de vie et les crises économiques, nous nous apercevons que nos modes de vie actuels ne sont pas résilients. Nos infrastructures urbaines, nos bâtiments, nos manières de diriger et de gouverner sont encore trop étroitement attachées aux modèles de croissance d'une économie de marché non régulée, à l'individualisme et au consumérisme.

En 2008, nous avons initié R-Urban, un projet porté au départ par l'atelier d'architecture autogérée (aaa), et qui met en place, par des processus bottom-up, le cadre pour une régénération urbaine résiliente. R-Urban est une stratégie participative, fondée sur la connaissance (à la fois habitante, scientifique, architecturale) des cycles écologiques locaux, qui activent des flux matériels (eau, énergie, déchets, nourriture) et des flux immatériels (connaissances, économie sociale, culture locale, autoconstruction, etc) entre les domaines clefs de l'activité habitante (habitat, agriculture urbaine, économie circulaire, transports doux, etc.). À partir de 2011, R-Urban a été mis en place à Colombes, une ville de 84 000 habitants dans la banlieue de Paris. Le projet prévoit d'organiser un réseau d'unités pilotes, avec des fonctions complémentaires (agriculture urbaine, économie circulaire, recyclage, habitat). La stratégie R-Urban explore ainsi concrètement, depuis plusieurs années, les possibilités d'augmenter la capacité de résilience urbaine par cette introduction dans le milieu local d'un réseau d'unités de transition écologique gérées par les habitants.

L'Agrocité : une ferme d'agriculture urbaine pionnière en Ile-de-France

R-Urban a commencé à être mis en place graduellement avec l'Agrocité, à partir de 2011, sur un site de 3000m², au cœur du quartier populaire de Fossés-Jean. La première activité R-Urban a été ainsi une des activités les plus ouvertes et les plus inclusives : l'agriculture urbaine. Cette activité a été développée parallèlement avec la construction d'un bâtiment pour abriter la ferme et des activités pédagogiques et culturelles liées à l'environnement.

D'un point de vue structurel, l'Agrocité est un site complexe,

comprenant une micro-ferme expérimentale d'agriculture urbaine, des jardins partagés, des espaces pédagogiques et culturels et une série de dispositifs expérimentaux : chauffage à compost, collecte et utilisation de l'eau pluviale, production d'énergie solaire, horticulture hydroponique, phytoremédiation. D'un point de vue fonctionnel, l'Agrocité est une structure hybride dont certains éléments sont gérés par les habitants porteurs du projet (maraîchage, poulailler, cantine), d'autres par des structures professionnelles accueillies par l'Agrocité (École du compost, apiculture) et les autres par des associations d'usagers ou des associations locales (AMAP, collectif recyclage Prod'Action, etc.).

Aborder l'aspect économique dans un projet social et écologique c'est un défi. Tout au début, le projet a bénéficié de financements publics pour mettre en place l'infrastructure qui a permis l'émergence de diverses pratiques économiques : économies de don (volontariat, solidaire) échanges non matériels (de savoirs et de compétences, de temps), échanges matériels (trocs de grains) économie collaborative, économie monétaire et des combinaisons de ces pratiques économiques. La cantine de l'Agrocité par exemple est une hybridation entre une économie monétaire, une économie du don et une économie collective locale. Un nombre d'habitants-cuisiniers prennent en charge le repas de la cantine à tour de rôle, en réalisant des plats à partir des légumes du jardin et reversant une contribution pour la couverture des charges de l'Agrocité. Actuellement l'École de Compost qui a mis en place un programme de formation, participe aussi à cette économie. Les participants, ainsi que les visiteurs deviennent aussi usagers de la cantine. Une économie locale qui mélange l'échange réciproque (matériel et de savoir), la contribution à l'économie commune et les bénéfices personnels s'est mis en place. Pour l'instant l'Agrocité ne fait pas de bénéfice monétaire en tant qu'association d'usagers. Le bénéfice commun, quand il y en aura, sera distribué dans le système de « commoning / mise en commun » pour le développement des activités qui élargissent les ressources et les processus collectifs.

Les circuits courts principaux de l'Agrocité sont générés par les produits du jardin comme les légumes et les produits d'origine animale (œufs, miel, lombricompost) qui sont distribués localement à travers le mini-marché, la cantine, ou la boutique. Un circuit important est celui des déchets organiques – les épluchures de la cantine étant récupérées ainsi que les déchets des voisins, des marchés et du magasin Biocoop, la drêche de bière, ... Ces déchets sont transformés en compost, le compost étant utilisé pour le jardin mais aussi pour le chauffage, et les semis réalisés en collaboration avec les services municipaux, au départ. Les circuits ne sont pas seulement matériels, mais incluent aussi des services écologiques citoyens comme ceux

proposés par les ateliers de Prod'Action (tricot, crochet, cuisine, aromathérapie), l'AMAP et les cours d'apiculture ou ceux de l'Ecole du Compost, qui forment des maîtres composteurs employés par des services municipaux. Ainsi plus de 140 maîtres composteurs ont été formés à ce jour.

R-Urban : cité-jardin, régionalisme et Transition Town

R-Urban s'inscrit aussi dans toute une tradition d'urbanisme écologique et social, dans laquelle la présence de l'agriculture en ville est comprise de façon holistique et relationnelle.

Il y a d'abord le modèle du Cité Jardin proposé par Eberhard Howard.¹ R-Urban partage avec la cité-jardin le souci de combiner les qualités de la vie urbaine et de la vie rurale dans le contexte des villes existantes et pour créer une meilleure connexion en termes de cycles de production et de consommation. R-Urban partage aussi avec la cité-jardin l'intérêt pour l'organisation coopérative et les mécanismes par lesquels les habitants peuvent s'approprier l'espace et le gérer, ainsi que par la manière dont ces mécanismes se traduisent en solutions architecturales. R-Urban ne propose pas un nouveau modèle de forme urbaine, mais se confronte plutôt avec l'habitat existant et propose des processus sociaux et politiques pour négocier des adaptations en même temps que des constructions nouvelles. Les transformations résulteront des interactions produites par les éléments urbains inclus dans les cycles écologiques locaux.

Les agencements spatiaux mis en place par R-Urban rendront cependant ces cycles visibles dans la ville. Ils combinent des initiatives existantes dans une organisation cohérente, ajoutant des éléments manquants. A la différence de la cité jardin, R-Urban ne propose pas un modèle idéal de transformation, mais se confronte à l'échec des idéaux d'aménagement urbains modernes, et à leur impuissance à penser le futur, puisqu'ils véhiculent la monotonie spatiale, la ségrégation, l'exclusion économique et sociale, la pollution de la terre comme condition de leur construction aujourd'hui non reproductible.

R-Urban est en continuité avec la pensée de la Regional City de Patrick Geddes,² notamment l'idée de dynamique régionale, et territoriale, basée ici sur les initiatives des habitants à la base. Les problèmes globaux sont traités localement, dans les conditions existantes. Leur transformation est réalisée à travers une série de phases successives, en créant des usages de court-terme qui peuvent préfigurer des développements urbains futurs, faire la preuve que de nouveaux comportements habitants

sont possibles, et que la transition n'a qu'à gagner à les associer à la découverte de solutions pertinentes, au lieu de chercher à conditionner leurs pratiques de l'extérieur.

Plus récemment, il y a eu le mouvement Transition Town initié à Totnes en 2006. Le livre de Rob Hopkins *Transition Handbook* (2008) est devenu rapidement la référence de tout le mouvement pour la Transition.³ Transition Town ne produit pas de modèle à construire mais propose un guide à suivre par les organisations citoyennes qui veulent initier une transition dans leur ville. Ce n'est pas une stratégie pour des éléments urbains écologiques nouveaux mais un ensemble de règles et de principes pour une adaptation des villes existantes. Le modèle vient moins de la planification urbaine que de la permaculture. La dynamique principale est celle d'une transition par rapport au changement climatique et à l'épuisement des ressources en pétrole. L'idée de résilience est locale et solidaire, mais plutôt pensée comme une adaptation à un futur aux ressources restreintes.

Résilience micro-sociale

R-Urban propose de nouvelles pratiques collectives qui contribuent à la réduction de l'empreinte écologique, tout en réinventant des relations de proximité basées sur des solidarités. Les modes de vie urbains dans les sociétés néolibérales ont exclu progressivement les différentes formes de solidarité qui étaient perçues comme obsolètes ou inadéquates. Les modèles d'habitat proposés par R-Urban cherchent à restaurer ces relations de solidarité à travers des processus qui produisent implicitement de la sociabilité, des espaces partagés, des valeurs communes et des relations affectives. C'est aussi le cas avec l'agriculture urbaine citoyenne.

Les transformations de mode de vie, d'habitudes et de raisonnements, qu'appellent les transitions écologique et énergétique doivent se produire à l'échelle micro où chaque individu, chaque subjectivité peut construire sa culture de la résilience. La culture résiliente inclut un processus de requalification, de partage de savoir, de construction de réseaux sociaux, d'apprentissage mutuel, d'apprentissage à partir des expériences des autres. Ces pratiques micro-sociales et micro-culturelles sont le plus souvent liées aux modes de vie et à des postures individuelles (par exemple, cultiver de quoi se nourrir, collecter les déchets, partager une voiture, échanger des outils et des savoirs avec les voisins, etc.) qui orientent l'attention vers les singularités, vers la capacité de créativité et d'innovation dans la vie quotidienne. R-Urban fait émerger cette capacité locale d'invention et de transformation, ainsi que, parallèlement, les contraintes administratives qui la bloquent, et proposent

1 Howard, E. (2013 [1889]). *Garden cities of tomorrow*. London: Routledge.

2 Geddes, P. (1915). *City in evolution*. London: Williams & Norgate.

3 Hopkins R. (2008), *The Transition Handbook: From Oil Dependency to Local Resilience*, Green Books

des moyens pour surmonter ces blocages, et renouveler les politiques et les structures sociales.

Le droit à la résilience

R-Urban affirme que la résilience urbaine est un droit du citoyen. En ce sens R-Urban crée les conditions pour que ce droit à la résilience soit exercé, non seulement comme droit d'accès et de consommation durable mais comme droit de produire de la durabilité, en autorisant l'implication des citoyens dans la décision et dans l'action.

David Harvey estime que la transformation de l'espace urbain est un droit commun plutôt qu'individuel, parce qu'un pouvoir collectif est nécessaire pour reconfigurer les processus urbains.⁴ Harvey parle du droit à la ville comme de la liberté du citoyen d'accéder aux ressources urbaines.⁵ R-Urban propose de concrétiser ce droit dans des contextes urbains périphériques et rendre possible l'exercice de ce droit par des processus d'appropriation, de transformation, de mise en réseau, d'usage de l'infrastructure de la ville. Par R-Urban le droit à la ville est un moyen de donner du pouvoir aux habitants pour proposer des projets alternatifs là où ils vivent, et profiler par ce biais une transition écologique à leur mesure, en constituant des réseaux locaux et trans-locaux, en testant des méthodes d'autogestion et de production locale.

Les municipalités et les institutions publiques sont impliquées comme partenaires dans la stratégie, et en tant que co-financeurs, facilitateurs et administrateurs. Le changement ne peut venir des seuls habitants, car il n'atteindrait pas la taille critique des réseaux qui structurent la vie quotidienne. Les principes de résilience mis en œuvre par R-Urban doivent trouver écho dans les conseils municipaux, les agences de réhabilitation, les agences foncières, les écoles, les organisations culturelles. C'est tout un territoire avec l'ensemble de ses institutions qui doit modifier progressivement ses pratiques économiques, de production, de transport, d'alimentation, de loisir, en renforçant les liens qui constituent le vivre ensemble.

Pourtant l'histoire de Agrocité témoigne que ce processus peut rencontrer des blocages, malgré la nécessité impérieuse de changer notre approche sur le développement urbain.

En effet, la stratégie R-Urban a été initiée en 2008, les partenariats nécessaires étant mis en place entre 2009 et 2010 pour commencer l'Agrocité en 2011 (et construire l'AgroLab entre fin 2012 et mi-2013). En 2014, une nouvelle équipe municipale s'est installée, avec une autre couleur

4 Harvey D.(2008), 'The right to the City', *New Left Review* 53/9-10. p.23

5 *ibid.*

politique et, malgré l'évidence des résultats écologiques et sociaux, la nouvelle Mairie a demandé le départ de l'Agrocité pour installer un parking temporaire pour 2 ans.

Cette décision a généré un mouvement de proteste à la fois au niveau local et international (une pétition de soutien a recueilli plus de 16000 signatures). Sans aucun écho pourtant auprès de la Mairie qui continue toujours à mettre la pression juridique sur l'Agrocité. Heureusement qu'il y a d'autres responsables institutionnels, politiques, associatifs, et simples citoyens, qui veillent que le projet perdure, comme par exemple la Mairie de Gennevilliers qui a proposé un terrain pour relocaliser l'Agrocité, ou la Mairie de Bagneux qui implémente le réseau R-Urban sur son territoire. D'autres porteurs de projet émergent actuellement et R-Urban se développe maintenant comme mouvement citoyen, ayant une charte, un programme et des nombreux nouveaux partenaires.

Vers une ville des communs

En introduisant de nouvelles formes de vie quotidienne (espaces verts productifs, habitat actif, circuits d'économie locale), R-Urban rend possible de nouvelles formes d'économie et écologie politique dans la production des communs.⁶ La question des communs est au cœur des discussions sur la démocratie aujourd'hui. Michael Hardt et Antonio Negri définissent les communs comme quelque chose qui n'a pas été redécouvert, mais produit.⁷ Une démocratie durable devrait être fondée sur une politique de long terme des communs et par des solidarités sociales comprises comme communs. L'Agrocité, et d'autres unités R-Urban, contribuent à créer les conditions pour l'apparition de ces nouvelles solidarités écologiques.

R-Urban essaie de créer cette nouvelle infrastructure des communs, à la fois par la réappropriation et l'invention : des équipements et des services autogérés facilitent la production de connaissances et de compétences collectives, ainsi que la formation de collectifs et de réseaux. Les services et les usages proposés par R-Urban seront partagés et disséminés à différentes échelles, constituant progressivement un réseau ouvert à divers usagers. La ville résiliente sera une ville nourricière, du partage, de l'empathie et de la coopération, une ville des communs. Et la production agricole urbaine est une des principales formes contemporaines de production de communs.

6 Les communs sont traditionnellement définis comme les espaces et les ressources dont la gestion et l'usage sont partagés par les membres de la communauté.

7 Hardt M., Negri A, *Multitude, Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*. Paris: La Découverte, 2004, p.9-10

TRADE SHOW À AGROCITÉ/ R-URBAN / PAGE 057

'Trade Show' est un groupe d'expositions qui exerce son désir et ses activités dans l'art d'échanger, qui présente et promulgue de nouvelles pratiques économiques et de nouvelles cultures commerciales.

Au cours des dernières décennies, les artistes se sont appropriés et réappropriés le commerce en tant qu'espace socioculturel, en produisant leurs propres magasins, leurs trocs, leurs étals, leurs affaires, leurs centres d'échange et leurs systèmes de distribution.

Dans 'Trade Show', art et commerce existent en tant qu'activités universelles profondément ancrées dans presque toutes nos activités. L'exposition veut contribuer à une culture commerciale puissante et diversifiée, où les rôles sont interchangeable, les économies sont collaboratives et l'impératif repose sur une philosophie pas uniquement tournée vers le profit. Un choix de projets du 'Trade Show' de Birmingham a temporairement voyagé vers Colombes pour être présentés aux voisins et collègues de diverses formes de production et de commerce émergentes à R-Urban. Pendant deux semaines, des magasins et des structures d'échange 'R-Urban' et 'Trade Show' occuperont le bâtiment de l'Agrocité pour tester et démontrer un commerce présentant une gamme de possibilités impliquant de nombreuses personnes, dans le but d'établir une économie locale durable. Cet échange et le prolongement du 'Trade Show' hors de l'espace de la galerie fait partie d'une recherche d'action partagée portant sur le commerce en tant qu'espace culturel, entre l'atelier d'architecture autogérée, Eastside Projects et Myvillages, fondés à l'aide d'une nouvelle Subvention de Collaboration de la Fondation Culturelle Européenne.

LA FONTE DE L'ÉCONOMIE, OU QU'EST QU'UN ICEBERG PEUT NOUS DIRE DE L'ÉCONOMIE?

J.K. Gibson-Graham

Vous sentez-vous partie prenante de l'économie? De cette chose dont on nous dit qu'elle croît ou stagne? De cette chose qui est observée par des analystes financiers (nos modernes diseuses de bonne aventure) qui interprètent les fluctuations dans les taux d'intérêt, les prix des actions, les balances commerciales et les choix d'investissements et occupent plus de temps dans les journaux télévisés du soir que la rubrique météo?

L'économie, telle que nous la connaissons, est présentée comme une machine qui dicte nos vies – elle nous enrôle comme employés ou employeurs, comme consommateurs, comme propriétaires, comme investisseurs et nous dit ce qui contribue ou ne contribue pas aux résultats économiques. Elle mobilise les gens et les recrache quand leurs salaires deviennent trop hauts. Elle se développe en accédant à des ressources bon marché, en faisant fi des conséquences environnementales, de la diminution et de la dégradation des ressources. Cette machine économie est considérée agir au mieux quand elle est laissée à ses propres fonctionnements – bien que les gouvernements soient fréquemment appelés à en réparer une partie, ou à en réguler une autre, ou à renflouer une grosse institution ou une autre. Dans cette vision nous ne participons pas à l'économie, l'économie est quelque chose qui nous affecte.

Plus nous acceptons l'idée de l'économie comme une machine qui doit marcher à la croissance, plus nous sommes contraints de nous imaginer comme des rouages individuels – des acteurs économiques seulement si nous travaillons à consommer. Mais il y a beaucoup d'autres moyens de contribuer à l'économie. La vision de la machine économique ignore la myriade de manières qu'ont les gens et les organisations d'interagir pour procurer un bien-être matériel, social, un soutien psychologique et un soin environnemental dans notre monde.

Il y a du travail à faire pour rejeter complètement l'idée que l'économie est une machine et reconnaître qu'il n'y a pas d'existence en dehors de nous. C'est là que notre iceberg entre en scène. Nous savons tous que ce qu'on voit d'un iceberg au dessus de l'eau est seulement son sommet, peut-être pas plus que 10% de sa masse. Eh bien l'économie qui soutient nos vies est comme cela aussi.

Si nous voyons seulement le travail salarié, la production pour les marchés, et les entreprises capitalistes sur lesquels se focalise la presse économique, les gouvernements et

les économistes, nous nous privons de beaucoup d'autres pratiques qui constituent notre économie. De fait, nous ne voyons que le haut de l'iceberg économique.

Sous la ligne de flottaison sont toutes ces activités, organisations, interactions et lieux qui nous apportent des moyens de subsistance. Pensez juste à toutes les manières dont nous travaillons pour répondre à nos besoins quotidiens en dehors d'avoir un emploi et un salaire régulier. Il y a le travail gratuit fait à la maison pour préparer la nourriture, laver les vêtements, nettoyer et embellir les espaces à vivre. Il y a le travail bénévole qui est fait dans les familles et les quartiers pour prendre soin des jeunes, des personnes âgées, des animaux et de l'environnement. Il y a le travail que les gens font dans les jardins et les cuisines, les ateliers et les boutiques pour s'approvisionner. Et nous ne pouvons pas oublier le côté noir de notre économie plurielle – le travail gratuit caché des esclaves qui travaillent sans autre rémunération qu'une pauvre existence dans des situations coercitives dans le monde entier.

Au sommet de cela il y a le travail fait en échange d'un paiement d'une sorte ou d'une autre. Les auto-entrepreneurs travaillent souvent pour très peu, en dehors de la récompense de l'indépendance qu'apporte le fait d'être votre propre patron (ou employé). Ceux en coopératives travaillent pour une part négociée de la valeur qu'ils créent. Certaines personnes travaillent et sont payées en nature, par exemple en nourriture, hébergement, ou partage de la récolte. D'autres réalisent un travail réciproque en ce que ils offrent leur travail à d'autres qui leur offriront la même chose plus tard à la date de la moisson, de la construction ou de la fabrication.

La plupart d'entre nous font plus qu'une forme de travail, mais c'est seulement l'emploi rémunéré dans les entreprises formelles qui jusqu'à maintenant est valorisé comme contribuant à « l'économie réelle ». Et quand nous regardons autour de nous, nous voyons que les besoins sont couverts par toute une série de types de travail différents, qui sont mis en œuvres dans toutes sortes de lieux, pas seulement des lieux de travail. Dès que nous sommes attentifs à la diversité des pratiques économiques qui nous environnent l'économie est recadrée comme quelque chose que nous pouvons commencer à reconquérir et faire travailler pour les gens et pour la planète.

Le commerce est une activité qui a été retirée de ces marchés où la machinerie de l'offre, de la demande, et de l'établissement des prix se dresse sur le chemin des rencontres éthiques. Les marchés nous connectent avec les autres, spécialement les autres distants. Ils nous permettent d'obtenir des choses dont nous avons besoin et que nous ne pouvons produire nous mêmes. Mais de la manière dont les supermarchés et les centres commerciaux sont adaptés, - cette adaptation est une forme de sélection visuelle- il

est facile de surestimer le coût de nos transactions avec les autres et de nous sentir déconnectés des gens et des environnements qui produisent les produits que nous achetons.

Les gens deviennent progressivement plus conscients des rôles multiples qu'ils jouent comme producteurs, marchands et consommateurs, et cherchent à construire des connections plus directes avec ceux qui fabriquent ceux dont nous avons besoin. Les transactions n'ont pas à être anonymes et exploiteuses. Les réseaux de commerce équitable, par exemple, nous aident à respecter les autres qui produisent le café que nous consommons et les vêtements que nous portons, et à apprendre qui ils sont. Ce mouvement assure aux producteurs une vie décente et l'entretien de leur environnement. Le commerce direct de personnes à personnes et les échanges réciproques sont d'autres moyens de réaliser des interconnections éthiques avec les autres. Au Japon il existe un système national d'échanges réciproques, Fureai Kippu, ou des tickets pour des relations d'assistance, et d'autres moyens de consigner les heures de travail payés à la maison pour des personnes âgées ou handicapées. Vous pouvez prendre soin d'un voisin handicapé et donner les tickets à votre vieille mère qui vit dans une autre partie du pays. Elle, en échange, peut bénéficier des ces heures de soin d'une autre personne qui appartient au système d'échange réciproque. Vous pouvez même accumuler les heures que vous avez données pour les utiliser quand vous serez vous même âgée!

Dans un monde donné certaines formes d'expertise sont valorisées plus que d'autres, il y a des grandes différences dans la rétribution monétaire des différentes formes de travail. Les systèmes d'échanges locaux peuvent utiliser des banques de temps pour surmonter cela en évaluant en donnant la même valeur à n'importe quelle heure de travail. Hour Exchange, à Portland, dans l'état du Maine, est une banque du temps qui inclut les médecins du centre de santé local et les résidents à faibles revenus. Une heure de rendez-vous médical gagne le même crédit qu'une heure de nettoyage des fenêtres. La négociation éthique de la valeur a lieu dans l'agriculture à participation communautaire. Ici les consommateurs fournissent un marché et un revenu garanti pour les agriculteurs, et les agriculteurs fournissent réciproquement de la nourriture fraîche pour répondre aux besoins des consommateurs. Cela signifie que les producteurs et les consommateurs partagent le risque de l'agriculture – si c'est une bonne saison pour la moisson, les consommateurs reçoivent des parts plus grandes de produit, mais si c'est une mauvaise saison, les parts seront plus petites. Dans chaque cas l'agriculteur est soutenu pour maintenir un niveau de vie décent, et pour ne pas demander trop à la terre qui nous soutient tous.

En dépit de ce que disent les économistes le marché n'est pas tout. Notre survie est assurée par de nombreuses autres

transactions qui ne sont pas régulées par les marchés qui établissent les valeurs, en utilisant les prix ou les heures. Pensez par exemple aux transactions qui impliquent des relations directes comme le don, le glanage, la collecte. Toutes ces activités impliquent certaine forme (souvent implicite) de négociation éthique avec d'autres gens et d'autres environnements. Qu'il s'agisse de cueillir des baies ou de ramasser des champignons, de fouiller les poubelles ou de circuler à vélo gratuitement, d'offrir des cadeaux de mariage ou d'anniversaire, ces interconnexions contribuent au bien être matériel qui maintient notre économie à flot.

Au fur et à mesure que nous apprenons à apprécier la diversité économique qui coexiste dans notre monde, nous constatons que nous avons de multiples identités économiques, produisant beaucoup de formes de valeurs très différentes et bénéficiant de dons donnés par notre terre et notre communauté. Maintenant, plus que jamais, nous sommes appelés à construire une économie différente – une économie qui nourrit la vie sous toutes ses formes. Comment le faire voilà l'enjeu. Un lieu pour démarrer est celui où nous ici sommes précisément, dans le domaine public de l'espace artistique.

L'art est une production, une pratique située, un échange ou une transaction avec la matière, avec des spectateurs, avec des acheteurs. Un espace artistique est comme une boutique, quand nous en passons le seuil nous devenons des sujets consommateurs. Notre curiosité est aiguisée. Notre goût est questionné. Ni école, ni tribunal, la boutique/galerie est cependant un lieu d'apprentissage, de négociation et de jugement. Peut-elle être un site d'élargissement de nos sensibilités économiques ? Pouvons-nous utiliser l'espace familier du commerce pour entrer dans un royaume de transactions et d'interconnexions en expansion ?

L'image de l'économie comme un iceberg est une manière de la recadrer dans laquelle ces pratiques sont incluses et valorisées comme « économiques ». Quand nous voyons l'iceberg en entier au-dessus et au-dessous de la ligne de flottaison, l'économie telle que nous l'avons connue devient fondante. Nous commençons à reconnaître la grande diversité de pratiques, de lieux, d'organisations et de relations qui contribuent à la survie quotidienne. Ce qui avait déjà été perçu comme une « alternative » fait maintenant partie de l'économie plurielle déjà existante.

Alors que beaucoup de pratiques avaient été ignorées et donc effectivement dévalorisées dans la pensée économique dominante, ceci est en train de changer. Les féministes ont fini par convaincre les agences nationales de statistiques de collecter des informations sur le soin des autres, sur le travail domestique et sur le travail volontaire. Il y a un intérêt croissant pour la contribution des coopératives et des entreprises sociales à une génération

de richesses socialement juste. Et les entreprises ordinaires commencent à remarquer l'impact de la consommation collaborative dans le partage économique et y voit une menace pour la poursuite des affaires à l'identique. Tout autour du globe les gens sont en train de réagencer les économies de manière créative, en innovant dans de nouvelles manières d'échanger travail et marchandises, de nouveaux mécanismes de distribution du surplus et de nouvelles temporalités d'investissement et de rétribution. L'économie est finalement ce que nous en faisons. Nous pouvons la reprendre en mains pour qu'elle serve les besoins des gens et de la planète plus directement.

Le texte s'appuie librement sur des idées présentées dans *Take Back the Economy: An Ethical Guide for Transforming Our Communities* par J.K. Gibson-Graham, J. Cameron and S. Healy publié par University of Minnesota Press, Minneapolis, USA en April, 2013.

Traduction en Français : Anne Querriert

ROUMANIE

Locations

- Brezoi

Subjects

- Étudier l'Odaja et les système Obste
- Construire une nouvelle Odaja
- Production de l'Odai
- Traitement de la laine

BREZOI (p.79)

Brezoi se trouve dans les montagnes des Carpates Méridionales, sur la frontière de Transylvanie et Olténie, deux grandes régions roumaines bien différentes, aussi du point de vue culturelle et économique. Les montagnes qui entourent cette petite ville sont rocheuses et bien boisées. Ce territoire appartenait autrefois à une communauté citoyenne nommée OBSTE et géré comme terrain commun. Pendant le communisme, l'industrie du bois existante a été massivement étendue en termes de ressources humaines impliquées. En même temps le développement des bassins hydroliques en occurrence la rivière Lotru qui servait autrefois que pour le transport de troncs des bois en radeaux jusqu'au portes des usines devient une source énergétique grâce à des constructions des hydrocentrales. Tout cela obligent le gouvernement communiste à construire dans la petite ville de Brezoi plusieurs structures de logements, des 'blocs' (batiments tip Habitation à Loyer Modéré) résidentielles qui ont été construits pour les travailleurs nouvellement arrivés. Ces blocs entrent dans un contraste frappant avec les maisons familiales plus anciennes et beaucoup plus petites qui sont autour, avec leurs jardins compacts, leurs hangars et leurs vignes qui fournissent beaucoup de nourriture. Autour de la petite ville prairies et champs s'étendent. Aujourd'hui, quelques vaches se promènent encore dans la rue pour la traite du soir. Dans le passé, c'était des troupeaux entiers... Malgré tout ça, la deuxième partie des années 1990 a été définie par une vague d'espoir et d'enthousiasme pour le développement en Roumanie. Au cours de cette vague, quelques gens de Brezoi ont commencé à croire en la possibilité d'un développement local, écologique et durable. Ils ont donc mis en place des organisations pour gérer les idées et initiatives économiques, éducatives et sociales. Pendant la transition du communisme, où les anciens nomenklaturistes sont devenus - du jour au lendemain - les nouveaux capitalistes rétablis au pouvoir, l'usine de menuiserie a été fermée et a provoqué une augmentation spectaculaire du chômage. Les coupes illégales de forêts restants toujours dans la main des nomenklaturistes, des déforestations massives ont suivi. Aujourd'hui, la région est aux prises avec des problèmes familiers pour de nombreuses autres zones rurales européennes : perspectives économiques faibles et peu des opportunités pour les locaux; les jeunes qui partent pour les grandes villes ou à l'étranger; une diminution des compétences professionnelles et savoir-faire dans les activités locales traditionnelles et une déconnexion brutale entre les ressources naturelles riches et la main d'oeuvre locale pour en tirer profit.

FCDL AND APTNV

Deux ONG locales sont impliquées dans l'École Eco-Nomade en Roumanie.

La Fondation Communautaire pour le Développement Local (Fundatia Comunitara de Dezvoltare Locala ou FCDL) à l'initiative de Mihaela Efrim - professeur de lycée à Brezoi - et mise en place en 1996 sous la forme d'un consortium d'organisations et de groupes locaux. En 20 ans d'histoire, la fondation a créé de nombreuses initiatives pour lutter contre le chômage local, a créé des opportunités pour l'entrepreneuriat et la certification professionnelle des locaux et développé l'artisanat local et régional. Leur travail a inclus la mise en place d'un «Parc des Traditions», la création d'une usine de bois à petite échelle respectueuse de l'environnement, et la création de la première école des arts et métiers dans la région.

APTNV (Asociatia Pro-Turism Nedeea Valceana) a été fondée en 2001 par l'agriculteur local, entrepreneur et pédagogue Mircea Onica, avec un groupe composé de famille et de collègues. L'association vise à redécouvrir des cultures traditionnelles partagées et sauvegarder les connaissances locales sur la manufacture et l'agriculture, tout en investissant du temps et des compétences dans la recherche de nouveaux modèles d'économie durable pour la communauté.

CURRICULUM – BREZOI

Le sujet de cette session de l'ENS à Brezoi est l'Odaï (singulier, Odaja): petites fermes de colline dans les environs montagneuses, souvent seulement accessibles à pied, qui, dans le passé, faisaient partie de l'agriculture de subsistance des familles individuelles. Les Odaï étaient généralement habités tout au long de l'été, mais ils sont maintenant vides pendant la majeure partie de l'année, et tombent en ruine. Chaque Odaja est une propriété privée, située dans les bois organisé comme un bon commun, appelé l'Obste. Littéralement traduit comme «assemblée», l'Obste se réfère à la terre commune autour du village (traditionnellement les montagnes, les eaux, forêts et pâturages communs) et l'association de bourgeois vivant dans le village, qui possèdent le droit collectif d'utiliser cette terre. Aujourd'hui, ce droit est réduit aux forêts et aux zones de pâturage. Les bénéfices de la sylviculture sont réinjectés dans l'infrastructures communales, souvent accompagnées par de conflits et litiges sur la destination des investissements. Un Odaja consisterait en une simple maison avec un ou deux chambres, pouvant accueillir jusqu'à 10 personnes, avec cuisine et installations de lavage; une zone de cuisson extérieure; et divers granges et abris pour les animaux. Chaque Odaja a une verger (principalement des prunes), des pentes herbeuses, une grange, un potager et des meules de foin haute-coniques pour les animaux. Les odaï sont complètement hors réseau, et sont construits à partir de tout ce qui est disponible et réalisable à la main dans les collines à proximité.

Tous les "Odaï" ont offert de la nourriture supplémentaire aux familles du village dans le passé. Cette chaîne économique est maintenant complètement interrompue, tandis que les centaines de structures Odaja sont maintenant souvent négligées et disparaissent rapidement. Les nouvelles communautés à Brezoi, comme les communautés ouvrières qui étaient relocalisées au village pendant les temps communistes, n'ont pas l'accès à ces structures traditionnelles.

Le programme de Brezoi tourne donc autour de la réutilisation et rebranchement le système Odaï aux économies et sociétés locales et régionales. L'agriculture traditionnelle d'Odaja peut-elle continuer? Quelles stratégies économiques peuvent réussir pour la prochaine génération? Pourrait-il devenir un revenu supplémentaire pour les locaux en exploitation touristique durable? Pouvons-nous reconstruire une communauté basée sur les principes de OBSTE, tout en ouvrant ce système à ces personnes qui n'ont pas actuellement accès à ces droits traditionnels?

Notre projet Odaja est aussi une histoire personnelle, celle qui s'étend sur trois générations: mon grand-père, mon père (Mircea), ma sœur et moi. La terre et le bâtiment hérité de mon grand-père est devenu un projet clé d'APTNV, et nous essayons de préserver ce type de ferme de colline. Odaja de Mircea est situé dans un bel endroit, sur une colline où les gens allaient à pied ou avec des chars tirés par des chevaux. Après le renforcement de 3 km du chemin d'accès à la parcelle, Mircea a commencé à construire une nouvelle Odaja, une plus grande, en utilisant les mêmes méthodes traditionnelles comme son père: pierre, bois et argile. L'idée était de donner exemple de bonne pratique et de créer une place qui permet un nouveau type de tourisme, l'agrotourisme. Notre objectif pour l'avenir est de reconstruire une communauté dans les environs montagneuses pour préserver les traditions roumaines, qui peut encourager les jeunes à investir dans leur propriétés de famille, afin qu'ils puissent vivre une vie décente, et gagner l'argent en s'appuyant sur ce que leurs aînés ont déjà fait.

Maria Onică, co-fondatrice d'APTNV et co-organisateur de l'ENS.

Savoir-faire (p. 99)

Mihaela Efrim

Chaque aspect de l'ENS était essentiellement une «échange de savoir-faire». J'ai appris des architectes, artistes, sociologues et fonctionnaires l'importance d'agir, d'être impliqué et d'impliquer les autres. J'ai appris l'activisme dans diverses formes et contextes. Qu'est ce que j'ai pu transmettre? A mon tour j'ai pu amené ma contribution avec mes expériences: de la préparation culinaires des recettes spécifiques en utilisant ingrédients locaux, à la possibilité d'enseigner et alphabétiser des adultes tziganes laissée pour compte par la société actuelle. Les visites et les séances de travail conjointes pendant l'ENS ont été très importants. Pour les gens d'ici, donc d'un ancien pays communiste, l'impact de pouvoir faire des voyages en Europe occidentale était assez grande. Ils n'ont pas voyagé comme touristes d'Europe de l'Est, mais ils ont voyagé dans un projet international! J'étais impressionné comment certains retourne avec une idée très différente de l'Europe. Nous avons envoyé des jeunes que nous pensions pouvoir diffuser leur expériences à leur retour. Cette confrontation directe avec d'autres cultures a également permis une réflexion directe sur ce que c'est le „local” et j'ai compris plus sur les avantages de certaines traditions d'ici, et les avantages qu'ils peuvent créer. Chaque groupe a sa propre façon de traiter les problèmes sociaux d'Europe. L'interaction avec eux au sein du réseau m'a fait comprendre à quel point il est important de rassembler des projets locaux à l'échelle internationale pour devenir plus conscients des différentes perspectives, et pour une vue «extérieure» qui nous permet d'imaginer et de tester différentes approches dans notre activité.

Quand l'ENS est arrivée à Brezoi, l'échange de connaissances a inspiré les populations locales pour trouver des solutions techniques a intégrer les traditions locales dans notre travail actuel en utilisant les outils de communication pour diffuser et faire de la publicité a nos produits et services. Moi je suis un professeur qui s'approche lentement de la retraite, donc je suis occupé à trouver des moyens de communiquer plus avec jeunes - avec des enfants - à la fois à l'école, a la fois a des activités extra-scolaires. L'Ecole Eco-Nomade me donne des idées pratiques et des méthodologies pour le faire. La dimension sociale de l'ensemble du projet me donne l'opportunité d'apprendre tout au long de la vie, d'expérimenter avec des personnes intéressantes et de découvrir un monde global/complet. L'école, en tant qu'acte / activité formel, a un fin. Mais nous continuons constamment à apprendre. Nous avons chacun une vie d'expériences d'apprentissage. Je ne pense pas que partager le savoir soit un acte radical, mais plutôt nécessaire.

J'ai toujours essayé de faire une liaison entre mes pensées et mes activités.

Apprendre à agir pour une vie quotidienne engagée (p.316)

Doina Petrescu

L'époque néolibérale actuelle est marquée par une crise de la production et en même temps, et surtout par une crise de la reproduction, car la base même sur laquelle la vie est produite est maintenant menacée.¹ Nous sommes convaincus que beaucoup de citoyens comme nous aimeraient devenir actifs dans ce travail reproductif essentiel, et déterminer eux-mêmes les changements qu'ils veulent voir.

Lequel sera cet apprentissage qui nous donne la capacité de faire face, de résister et de changer les conditions actuelles en tant que simples citoyens? Comment pouvons-nous «rendre d'autres mondes possibles» d'où que nous soyons et quelle que soit notre position: en tant que professionnels, militants, artistes, chercheurs, étudiants et simples citoyens? Comment nous préparons-nous à ce travail 'reproductif' soutenu, tant à l'échelle locale que à une échelle plus large?

À une époque où la plupart d'entre nous ressentons et craignons une crise politique et environnementale mondiale, nous plaçons pour la nécessité d'apprendre à agir.

« Apprendre » comme « pratique de la liberté »

L'Eco Nomadic School est née de la motivation collective de plusieurs personnes à « agir » et a rapidement acquis une dimension politique fondée sur la conviction que la pédagogie et l'éducation n'existent pas uniquement dans les écoles et les institutions, mais aussi dans le domaine civique: dans les initiatives militantes; à travers les luttes politiques; à travers des entreprises économiques; et finalement dans la vie de tous les jours.

L'Eco Nomadic School promeut «l'éducation comme pratique de la liberté», pour emprunter la fameuse formule de Freire.² Cela étend le domaine de l'éducation à des formes et des formats qui n'existent pas dans les institutions actuelles, étant basé sur ce que j'appellerais une inclusion radicale. Personne n'est exclu. La seule condition est d'être prêt à apprendre et à enseigner des choses activement et immédiatement utiles, qui amélioreront sa propre vie, la vie des autres et, en même temps, la vie de la planète.

1 Petrescu D, Trogal K. (eds) (forthcoming 2017), *The Social Reproduction of Architecture* (London: Routledge)
2 Freire, P. (1970). *Pedagogy of the oppressed*. London: Continuum.
3 Hartsock, N (1998). *The feminist standpoint*

revisited and other essays. Boulder, Colorado: Westview Press

4 Haraway, D (1988) *Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the privilege of partial perspective in Feminist studies* Vol13 (3), pp 575-599

En prenant inspiration des théoriciennes féministes telles que Nancy Hartsock³ ou Donna Haraway,⁴ nous déclarons avec l'Eco Nomadic School que le savoir est construit socialement, et qu'il est donc «situé» et affecté par la position sociale du producteur. Cette approche de l'éducation, qui commence au niveau de la vie quotidienne, remet en question le point de vue « distant » de l'éducation traditionnelle en mettant en avant des «visions partielles» subjectives, incarnées et diverses. L'Eco Nomadic School vise à contribuer à ces visions partielles, permettant, à travers ses divers programmes, un «positionnement mobile» continu des chercheurs civiques.⁵ Cet «œil mobile » intégré dans des contextes réels donne une image meilleure et plus exacte de la réalité que d'autres visions plus généralistes.

« Apprendre » comme un bien commun

L'Eco Nomadic School promeut une politique ouverte de la connaissance, qui valorise l'échange de connaissances de différentes sources et à travers différents secteurs et lieux. Apprendre à agir pour un monde meilleur, c'est apprendre simultanément avec des actions, des personnes et des paysages; c'est considérer l'éducation comme un bien commun.

Les biens communs sont au cœur de la discussion sur la démocratie. Les théoriciens des biens communs ont insisté sur la nécessité urgente aujourd'hui à la fois de réclamer les biens communs existants et d'en réinventer de nouveaux. Cette entreprise a besoin de temps et d'espace pour le partage, et de nouvelles institutions et agents qui peuvent orienter et encadrer ce processus: elle a besoin d'un processus de « mise en commun » continu et soutenu.

Les acteurs de l'Eco Nomadic School conçoivent la diversité des savoirs quotidiens en tant que biens communs existants et à réinventer. L'éducation civique, à cet égard, est un processus commun qui inclut le maintien et la reproduction de cette connaissance quotidienne à travers les lieux et les cultures.

Pédagogies diverses

La géographe économique Katherine Gibson, une grande amie de l'Eco Nomadic School, a proposé le terme d'«économies diverses» pour parler des nombreux projets d'autonomie économique et d'expérimentation qui prolifèrent à travers le monde.⁶ Pour expliquer cela, Kathrin montre le dessin d'un iceberg, dont le petit sommet visible représente l'économie capitaliste telle que nous la connaissons, et dont l'énorme masse invisible représente les «autres» économies,

5 See previous footnote.

6 J.K. Gibson-Graham (2008), *Diverse Economies: Performative Practices for 'Other Worlds' in Progress in Human Geography* 2008 32 (5) pp. 613-63

y compris celles qui soutiennent la vie pour la majorité de la population mondiale, cachées hors de vue.

De manière analogique, nous pouvons appeler ces pédagogies «pédagogiques diverses» pour souligner leur caractère hétérogène et inclusif, qui englobe une vaste gamme d'apprentissages: de l'éducation savante à l'éducation informelle, des institutions académiques aux communautés rurales et suburbaines, des personnes âgées à la jeunesse et vice-versa. Cette école nomade, sans localisation fixe et sans affiliation, permet ainsi la circulation dans des formats divers d'une diversité de savoirs et de savoir-faire, sans hiérarchie entre les participants.

Tout comme les «économies diverses», des pédagogies «diverses» se trouvent sous la petite partie visible de l'éducation proposée par les institutions capitalistes spécialisées. Ces pédagogies peuvent être trouvés à la base, traitant directement des connaissances liées à la vie quotidienne et à la vie en communauté.

Apprendre comme manière de gagner un pouvoir civique

L'Eco Nomadic School est un projet «relationnel» qui relie les communautés et donc leurs désirs, leurs ambitions et leurs joies. Mais il s'agit bien plus que d'un projet social ; participer à l'Eco Nomadic School est un acte politique qui promeut la responsabilité civique au niveau local et trans-local. L'apprentissage à l'intérieur de l'École est une forme d'émancipation pour les groupes participants afin de démarrer (et continuer) leur diverses pratiques, où les préoccupations sociales, écologiques et économiques se rencontrent et fusionnent. Apprendre à agir est en fin de compte une façon de gagner du pouvoir civique.

Les résultats de l'apprentissage de l'Eco Nomadic School ont été immédiatement utiles pour informer et accroître la «capacité d'action» de chaque participant. Il s'agit d'un recadrage de l'approche «capacités» d'Amartya Sen en matière de développement dans le contexte de l'éducation.⁷ L'approche de Sen détourne l'attention de la croissance économique comme mécanisme du développement vers une idée plus holistique et basée sur la liberté du développement humain, en mettant l'accent sur les groupes engagés et les communautés qui ont un rôle à jouer dans l'émancipation collective et la résilience. À un moment où la résilience est devenue un impératif à travers le monde,⁸ Eco Nomadic School, avec sa pédagogie axée sur le citoyen, prépare la possibilité d'une transformation résiliente.

7 Sen, A (1999). *Development as freedom*. Oxford: Oxford University Press.

8 Lewis, M., & Conaty, P. (2012). *The resilience imperative: Cooperative transitions to a steady-state economy*. Gabriola Island: New Society Publishers.

9 Both historic figures and scholars with a fundamental social critique who promoted at the time radical ideas and pedagogy. EU programmes often tend to be named in this noble way.

Transversalité

La beauté des programmes européens tels que Grundtvig ou Erasmus⁹ est le fait qu'ils permettent des rencontres «transversales». Rencontrer «l'autre» dans son propre contexte et s'engager de façon productive avec elle/lui était un objectif important pour l'Eco Nomadic School.

La transversalité renvoie ici à une méthode d'organisation de l'apprentissage à travers des strates: un apprentissage qui n'est ni hiérarchique (vertical) ni symptomatique (horizontal), mais génère des situations et des rencontres inattendues et évolutifs. Guattari a introduit le concept de «transversalité» pour parler de la subjectivité résiliente dans le contexte des régimes capitalistes. La «transversalité» pour lui est liée à la capacité du sujet à engendrer un nouveau territoire existentiel et à être transporté au-delà (de ces limites).¹⁰

Cette «transversalité» a été expérimentée par tous les participants à l'Eco Nomadic School qui ont ouvert leurs propres «territoires existentiels» à d'autres et ont transformé cette expérience en une véritable expérience d'apprentissage. Les participants à l'atelier d'agro-écologique qui a eu lieu à Brezoi ont ainsi appris non seulement comment élever les moutons, mais aussi quelles sont les économies de vie et de subsistance dans les montagnes roumaines.

Communautés de pratique

L'Eco Nomadic School pourrait aussi être comprise à travers la notion de «communautés de pratiques» de Wenger, en tant que réseau d'apprentissage informel développé à travers des groupes informels regroupés par des défis communs, des opportunités, des passions et des connaissances.¹¹

Ces «communautés de pratiques» fonctionnent par le partage d'expériences antérieures dans différents contextes, menant ainsi à une résolution beaucoup plus efficace des problèmes rencontrés par chaque groupe. Pour beaucoup, c'était pour la première fois qu'ils agissaient comme co-chercheurs de cette manière. Un bon exemple est la communauté de pratiques de fermentation qui a grandi au sein de l'Eco Nomadic School, ou la communauté des participants de Brezoi, Amsterdam, Colombes et Höfen partageant tous un intérêt et une manière spécifique de faire du schnaps. Ainsi, pleines d'autres communautés ont vu le jour au sein de l'Eco Nomadic School : une communauté de jardiniers, une communauté

10 Guattari, F. (2016) *Psychoanalysis and Transversality, Texts and Interviews 1955–1971* Cambridge : MIT Press

11 Wenger, E. (1998). *Communities of practice: Learning, meaning, and identity*. Cambridge: Cambridge University Press.

12 See previous footnote.

de constructeurs en bois, une communauté d'élevage et d'économie pastorale, etc.

Il y avait aussi des communautés d'artistes, de militants, de travailleurs culturels, de concepteurs, de féministes, de conservateurs/curateurs, tous s'appuyant sur leurs propres réseaux d'apprentissage entre pairs et les pratiques non hiérarchiques qu'ils avaient créées dans leur propre travail (tels que les Live Projects à l'École d'Architecture de Sheffield). Ainsi, l'apprentissage est devenu apprentissage de et avec les autres à travers des pédagogies basées sur «l'éthique, la démocratie et le courage civique»¹²

L'Eco Nomadic School nous a appris aussi que nous sommes en train de vivre des moments de responsabilité et de soin, des moments de réinvention et de changement, des moments où les compétences, les connaissances et le pouvoir affectif de chacun sont les plus précieux et où « apprendre à agir » devrait être en effet à l'ordre du jour de nous tous.

